

# Rapport annuel Jahres- bericht

—  
2021



**POUVOIR JUDICIAIRE  
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

**Tribunal des mesures de contraintes TMC  
Zwangsmassnahmengericht ZMG**

---

## Table des matières

## Inhaltsverzeichnis

---

<b>1</b>	<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>1.1</b>	<b>Tribunal des mesures de contrainte</b>	<b>4</b>
1.1.1	Partie générale	4

<b>1.1</b>	<b>Zwangsmassnahmengericht</b>	<b>8</b>
1.1.1	Allgemeiner Teil	8
1.1.2	Partie statistique / Statistischer Teil	13

---

# 1 Introduction

---

## Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2021 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 24 janvier 2022.

Maradan Delphine, Juge

Pontelli-Barras Géraldine, Juge

Walter Sonja, Juge

## 1.1 Tribunal des mesures de contrainte

### 1.1.1 Partie générale

#### 1.1.1.1 Compétences

Texte

Le Tribunal des mesures de contrainte ordonne la détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté et en contrôle la légalité. Il lui appartient également de décider, d'autoriser ou de refuser d'autres mesures de contrainte [surveillance de la correspondance par poste et télécommunication et par d'autres mesures techniques, IMSI-catcher, GovWare, investigation secrète (agent infiltré), requête d'anonymat, prélèvement d'échantillons lors d'enquêtes de grande envergure, recherche de personnes condamnées, etc.]. Le Tribunal a repris la compétence du Tribunal cantonal d'autoriser les ordres de surveillance dans les cas de recherche de personnes disparues en cas d'urgence (art. 31 c LPol). Il est également compétent pour statuer sur une demande d'examen des conditions de détention. Il traite aussi des demandes de levée de scellés.

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, il statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire, en vertu de l'art. 74 LJ (détention administrative, mandat de perquisition, etc.).

Sa compétence s'étend à l'ensemble du canton. Il traite de cas s'appliquant tant aux majeurs qu'aux mineurs.

#### 1.1.1.2 Remarques générales

##### 1.1.1.2.1 Juges

#### Juges professionnels - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2020	2021
Maradan Delphine	Juge	0.5	0.5
Pontelli-Barras Géraldine	Juge	0.5	0.5
Walter Sonja	Juge	0.5	0.5
<b>Total EPT au 31.12.</b>		<b>1.5</b>	<b>1.5</b>

Les trois Juges du Tribunal des mesures de contrainte exercent leur fonction à 50%, avec une permanence assurée 7 jours sur 7, toute l'année.

En remplacement de la Juge Sonja Walter, en congé maternité de mi-septembre à fin décembre 2021, le Conseil de la magistrature a augmenté les taux des Juges Delphine Maradan et Géraldine Pontelli-Barras, chacune de 20%, pour la même durée et a nommé Cornelia Thalmann, greffière-rapporteuse auprès du Tribunal cantonal, en qualité de Juge ad hoc à 10% pour le traitement des affaires en allemand, durant le congé maternité de Sonja Walter. Le service de piquet (un week-end sur deux et les jours fériés) a été assuré par Delphine Maradan et Géraldine Pontelli-Barras, à part égale.

Après une année 2020 difficile, l'année 2021 a également été éprouvante à plus d'un égard. Malgré la pandémie, le Tribunal des mesures de contrainte a continué de traiter et de siéger, les reports de délai n'étant pas possibles, dans les domaines qui le concernent. Parallèlement à cette charge conjoncturelle est apparue une surcharge structurelle marquée. Au moment de fixer les objectifs du Tribunal des mesures de contrainte en 2011, les affaires n'étaient pas aussi nombreuses, les domaines de compétence moins étendus, et les procédures de levée de scellés n'entraient pas en ligne de compte. Or, il ressort des statistiques que le nombre d'affaires, notamment contre le patrimoine, ne cesse de croître, et

sont chronophages. Le nombre et le volume des affaires de scellés ne cesse d'augmenter. Le système a atteint ses limites.

---

### Juges suppléant-es au 31.12.2021

- > Adeline Corpataux
  - > Ludovic Farine
  - > Caroline Gauch
  - > Peter Stoller
- 

Adeline Corpataux, Caroline Gauch et Peter Stoller, Présidents de première instance, ainsi que Ludovic Farine, greffier-rapporteur au Tribunal cantonal, sont juges suppléants. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ceux-ci étant déjà très sollicités par leur propre fonction et charge. Il est fait appel aux juges suppléants de langue maternelle alémanique au cours de l'année, notamment en périodes de vacances. Les autres juges suppléants sont également appelés, de manière plus irrégulière, notamment dans des situations de récusation. Le TMC les remercie pour leur disponibilité, dans des délais très courts, malgré leurs activités professionnelles respectives.

#### 1.1.1.2.2 Greffe et secrétariat

<b>Équivalents plein temps EPT au 31.12.</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Total EPT <b>Greffiers</b> (postes permanents)	0.5	0.8
Total EPT <b>Stagiaires juristes</b>	1	1
Total EPT <b>Collaborateurs administratifs</b> (postes permanents)	1	1
Total EPT <b>Apprentis collaborateurs administratifs</b>	0	0
<b>Total</b>		<b>2.8</b>

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le poste de greffière est passé de 0,5 à 0,8 EPT, ce qui a apporté un peu de soutien supplémentaire aux juges dans la rédaction de projets d'ordonnance et la recherche juridique. Toutefois, au vu du nombre croissant des affaires traitées par le TMC, un poste supplémentaire de greffier semble nécessaire et justifié.

Le poste d'1 EPT de secrétaire est toujours divisé en deux 50%. Suite à l'arrêt maladie d'une des deux secrétaires depuis mars 2020, une nouvelle secrétaire, Inès Garcia, a rejoint le secrétariat du TMC, à durée déterminée jusqu'à la fin de l'année 2021, au taux de 50%.

Le Tribunal des mesures de contrainte bénéficie également du soutien d'un greffier stagiaire et d'un stagiaire MPC (maturité professionnelle commerciale). L'apport de ces personnes en formation est certes utile, mais dès lors qu'elles sont en formation, et génèrent une forte rotation du personnel, elles nécessitent un travail d'encadrement non négligeable.

Ainsi, malgré les circonstances sanitaires, qui ont fortement marqué l'année 2021, à force notamment d'optimisation des processus, et grâce au soutien de la DSJ et du Conseil de la magistrature, dont le Tribunal est très reconnaissant, des solutions ont pu être trouvées. Les forces de travail du Tribunal des mesures de contrainte sont toutefois insuffisantes pour faire face à la constante augmentation

### 1.1.1.2.3 Locaux

S'agissant des locaux, des démarches sont toujours en cours pour un déménagement du Tribunal. Celui-ci est à l'étroit et ne dispose plus de place de réserve. Les bureaux ne sont pas fonctionnels et présentent des déficiences au niveau de la sécurité.

Surtout, les locaux ne sont pas pourvus d'une salle d'audition, outil indispensable au fonctionnement du Tribunal. Le Tribunal de l'arrondissement de la Sarine met certes une salle d'audience à disposition, selon ses disponibilités. Le Tribunal a également la possibilité de siéger dans les locaux du Tribunal cantonal au cas où aucune salle ne serait disponible au Tribunal d'arrondissement. Enfin, il est possible d'utiliser la salle Covid, à Granges-Paccot. La solution actuelle assure le fonctionnement du Tribunal des mesures de contrainte dans des conditions conformes au droit, satisfait aux exigences de la Police (transport sécurisé, accès pour le fourgon cellulaire notamment, discrétion du transport du prévenu), garantit sécurité et discrétion, et offre aux avocats la possibilité de s'entretenir avec leurs clients dans des locaux sécurisés. Si cette solution est conforme au droit, elle implique néanmoins le déplacement systématique du juge et de son collaborateur, plusieurs fois par semaine (entre 3 à 5 séances par semaine en moyenne), d'où une perte de temps et d'efficacité considérable. La grande accessibilité et la centralité des bureaux du Tribunal, ainsi que sa proximité avec le Ministère public, offrent en revanche l'avantage incontestable de permettre la transmission très rapide des dossiers judiciaires entre les autorités. D'entente avec la Direction, des démarches ont été entreprises pour trouver des locaux mieux adaptés. Ces démarches n'ont pas encore abouti et seront poursuivies.

### 1.1.1.3 Activité juridictionnelle

#### 1.1.1.3.1 Remarques générales

L'année 2021 a encore été marquée par la pandémie. Après un premier ralentissement de l'activité juridictionnelle en 2020, celle-ci a repris de manière intensive en 2021, malgré des conditions de travail parfois compliquées et un manque irrégulier en personnel tout au long de l'année du fait de quarantaines, périodes d'isolement, garde d'enfants malades, établissements scolaires et crèches fermées, etc.

En 2021, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 830 nouvelles affaires, soit 166 affaires de plus qu'en 2020, ce qui correspond à une augmentation de plus de 30% du nombre d'affaires en une année. Les Juges ne parviennent plus à juguler la charge de travail croissante avec les ressources dont ils disposent, 1,5 EPT pour trois juges, et ont réitéré leur besoin urgent de soutien dans le cadre budgétaire, par une augmentation du taux des juges. Compte tenu de la particularité du Tribunal, notamment de l'urgence des demandes de détention, impliquant leur traitement dans des délais légaux très courts (48 et 96 heures), les trois juges consacrent régulièrement une partie de leurs week-ends à la prise de décision et à leur rédaction, cas échéant avec tenue d'audience. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ces magistrats étant déjà très sollicités par leur propre fonction et charge. Une élévation du taux d'activité des Juges permettra de faire face à l'accroissement des tâches constatées depuis 2011 et aux défis liés à l'augmentation des demandes de levée des scellés qui sont particulièrement complexes et peuvent occuper un Magistrat durant plusieurs mois.

Pour sa 11<sup>e</sup> année de fonction, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 830 nouvelles affaires (2020 : 634 ; 2019 : 688 ; 2018 : 672 ; 2017 : 897 ; 2016 : 915 ; 2015 : 759 ; 2014 : 777 ; 2013 : 797 ; 2012 : 735 ; 2011 : 574), en sus des 9 affaires pendantes au 31 décembre 2020. 10 affaires étaient pendantes au 31 décembre 2021. La nature des cas et le mode de liquidation sont illustrés en détail dans la partie statistique de ce rapport.

Sur les 830 (2020: 634 ; 2019: 688; 2018: 672) affaires liquidées, 774 (2020: 611 ; 2019: 617; 2018: 604) ont été traitées en français et 56 (2020: 23 ; 2019: 71; 2018: 68) en allemand, soit 93% en français et 7% en allemand.

2 (2020 : 1 ; 2019 : 8) affaires ont été liquidées par les juges suppléants. Le Tribunal a tenu 84 audiences (2020 : 76 ; 2019 : 105; 2018 : 115 ; 2017 : 129 ; 2016 : 128).

#### 1.1.1.3.2 Affaires pénales

Le prononcé de la détention provisoire ainsi que l'autorisation des mesures de surveillance secrètes constituent les domaines d'activité principaux du Tribunal des mesures de contrainte. A l'instar du nombre d'affaires en général, après deux années avec des fortes augmentations, le nombre d'ordonnances en matière de détention s'était stabilisé entre

---

2018 et 2020, pour de nouveau augmenter de manière importante en 2021 (2021 : 539 ; 2020 : 417 ; 2019 : 438 ; 2018 : 425 ; 2017 : 573 ; 2016 : 525 ; 2015 : 442 ; 2014 : 462). Il en va de même en ce qui concerne le nombre d'ordonnances en matière de mesures de surveillance secrètes, notamment les surveillances téléphoniques (2021 : 159 ; 2020 : 141 ; 2019 : 160 ; 2018 : 152 ; 2017 : 245 ; 2016 : 283 ; 2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144). Le nombre d'affaires de levée de scellés est de 4 pendants au 31 décembre 2021, dont 2 ouvertes en 2020 et 2 ouvertes en 2019 (2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 3 ; 2016 : 1 ; 2015 : 3 ; 2014 : 1). Vu l'ampleur des dossiers et le nombre de documents à trier, le Juge devant se prononcer sur chaque pièce, ces procédures sont chronophages et demandent un énorme investissement. Le projet de modification du CPP prévoit une extension des motifs permettant d'invoquer la pose de scellés : un secret commercial ou un secret privé pourraient également être invoqués. Le TMC nourrit toujours d'énormes craintes par rapport à ce projet, vu que les scellés sont problématiques.

En 2021, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 26 (2020 : 30) recours auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal. 4 recours ont été admis, 1 admis partiellement et 20 rejetés. Une cause est devenue sans objet. Aucune affaire n'a été déférée au Tribunal fédéral.

#### 1.1.1.3.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire. Principalement, il s'agit de contrôler la légalité et l'adéquation des détentions administratives ordonnées par le Service de la population et des migrants (SPoMi). Après une année 2020 marquée par une diminution du nombre de détentions administratives contrôlées par le Tribunal, notamment du fait des difficultés liées au passage des frontières, le nombre de détentions contrôlées en 2021 a de nouveau augmenté (2021 : 67 ; 2020 : 51 ; 2019 : 71 ; 2018 : 81 ; 2017 : 66 ; 2016 : 83 ; 2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 : 61). Le nombre d'assistance judiciaire demandées a par contre plus que triplé en une année (2021 : 39 ; 2020 : 12 ; 2019 : 16).

En 2021, 1 décision du Tribunal des mesures de contrainte a fait l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, le Cour administrative, laquelle a été rejeté.

#### 1.1.1.4 Divers

La juge Géraldine Pontelli-Barras fonctionne comme Vice-Présidente de la Commission de recours de l'Université de Fribourg.

La juge Delphine Maradan représente le Tribunal auprès du groupe de travail Dialogue Justice-Santé, ainsi qu'auprès du groupe de travail Chaîne pénale. Elle a terminé avec succès le CAS en magistrature pénale.

La juge Sonja Walter entretient un échange régulier avec ses collègues des autres cantons.

Les trois juges prennent part à tour de rôle aux réunions des Tribunaux des mesures de contrainte romands, qui se réunissent une fois par année. Aussi, une journée de formation ouverte aux juges et greffiers de tous les Tribunaux des mesures de contrainte en Suisse, est organisée chaque année. Ces réunions n'ont cependant pas eu lieu en 2021, en raison de la crise sanitaire.

## 1.1 Zwangsmassnahmengericht

### 1.1.1 Allgemeiner Teil

#### 1.1.1.1 Zuständigkeit

Das Zwangsmassnahmengericht ordnet die Untersuchungs- und Sicherheitshaft an und kontrolliert deren Rechtmässigkeit. Es ist ebenfalls zuständig für die Entscheidung, Genehmigung oder Ablehnung anderer Zwangsmassnahmen [Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs und anderer technischer Massnahmen, IMSI-Catcher, GovWare, verdeckte Ermittlungen (verdeckte Ermittler), Anträge auf Anonymität, Probeentnahmen bei Grossfahndungen, Fahndungen verurteilter Personen usw.]. Das Gericht hat die Kompetenz des Kantonsgerichts übernommen, Überwachungsanordnungen in Fällen der Suche nach vermissten Personen in einem Notfall zu genehmigen (Art. 31 c PolG). Es ist auch für Entscheidungen über Anträge auf Überprüfung der Haftbedingungen zuständig. In dessen Kompetenz fällt ebenfalls die Behandlung von Entsiegelungsverfahren.

Unabhängig von seinen Befugnissen im Bereich des Strafverfahrens entscheidet es über Zwangsmassnahmen im Bereich des Ausländerrechts, wenn die Sache gemäss Art. 74 JG von einer richterlichen Behörde beurteilt werden muss (Administrativhaft, Durchsuchungsbefehl usw.).

Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf den gesamten Kanton. Es befasst sich mit Fällen, die sowohl Erwachsene als auch Minderjährige betreffen.

#### 1.1.1.2 Allgemeine Bemerkungen

##### 1.1.1.2.1 Richter/-innen

---

#### Berufsrichter/-innen - Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2020	2021
Maradan Delphine	Richterin	0.5	0.5
Pontelli-Barras Géraldine	Richterin	0.5	0.5
Walter Sonja	Richterin	0.5	0.5
<b>Total VZÄ am 31.12.</b>		<b>1.5</b>	<b>1.5</b>

---

Die drei Richterinnen des Zwangsmassnahmengerichts üben Ihre Tätigkeit zu einem Beschäftigungsgrad von je 50% aus und stellen einen Pikettdienst von 7 auf 7 Tagen, während des ganzen Jahres sicher.

Als Ersatz für die Richterin Sonja Walter, welche sich von Mitte September bis Ende Dezember 2021 im Mutterschaftsurlaub befand, hat der Justizrat vorübergehend die Stellenprozente der beiden Richterinnen Delphine Maradan und Géraldine Pontelli-Barras zu je 20% erhöht. Für die gleiche Zeitspanne hat der Justizrat Frau Cornelia Thalmann, Gerichtsschreiber – Berichterstatterin am Kantonsgericht, zur Richterin ad-hoc am Zwangsmassnahmengericht für die deutschen Fälle, zu einem Beschäftigungsgrad von 10 %, ernannt. Der Pikettdienst am Wochenende und an den Feiertagen wurde von den beiden Richterinnen, Delphine Maradan und Géraldine Pontelli-Barras, zu gleichen Teilen sichergestellt.

Nach einem schwierigen Jahr 2020, war auch das Jahr 2021 in vielerlei Hinsicht eine Herausforderung. Trotz der Pandemie hat das Zwangsmassnahmengericht getagt und sämtliche Gesuche behandelt, da Fristverlängerungen in dem ihm betreffenden Rechtsgebiet nicht möglich sind. Nebst dieser konjunkturellen Belastung, ist auch eine strukturelle Überlastung zu Tage getreten. Als im Jahr 2011 die Aufgabenbereiche des Zwangsmassnahmengerichts festgelegt wurden, gab es anzahlmässig weniger Gesuche, die Zuständigkeitsbereiche waren weniger umfangreich und die Entsiegelungs-



verfahren wurden nicht berücksichtigt. Die Statistik zeigt jedoch, dass die Gesuche, insbesondere im Bereich der Vermögensdelikte, anzahlmässig stetig zunehmen und zeitaufwändiger werden. Das aktuelle System hat seine Limiten klar erreicht.

---

### Ersatzrichter/-innen am 31.12.2021

- > Adeline Corpataux
  - > Ludovic Farine
  - > Caroline Gauch
  - > Peter Stoller
- 

Die an erstinstanzlich tätigen Gerichtspräsidenten Adeline Corpataux, Caroline Gauch und Peter Steller sowie Ludovic Farine, Gerichtsschreiber-Berichterstatter am Kantonsgericht, sind die Ersatzrichter des Zwangsmassnahmengerichts. Der Einsatz der Ersatzrichter ist nur in Ausnahmefällen möglich, da diese bereits durch ihre eigenen Funktionen und Ämter stark beansprucht werden. Auf die deutschsprachigen Ersatzrichter wird im Laufe des Jahres vor allem während den Ferienzeiten zurückgegriffen. Die anderen Ersatzrichter kommen unregelmässiger zum Einsatz, vor allem in Ausstandsfällen. Das Zwangsmassnahmengericht dankt den Ersatzrichtern für Ihre Bereitschaft, trotz ihrer jeweiligen beruflichen Tätigkeiten, stets kurzfristig zur Verfügung zu stehen.

#### 1.1.1.2.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

<b>Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Total VZÄ <b>Gerichtsschreiber/innen</b> (Festanstellung)	2020	2021
Total VZÄ <b>Juristische Praktikanten/Praktikantinnen</b>	0.5	0.8
Total VZÄ <b>Verwaltungsmitarbeitende</b> (Festanstellung)	1	1
Total VZÄ <b>Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende</b>	1	1
<b>Total</b>	<b>1.5</b>	<b>2.8</b>

Seit dem 1. Januar 2021, wurde die Gerichtsschreiberstelle von 0.5 auf 0.8 VZÄ erhöht, was den Richterinnen etwas zusätzliche Unterstützung beim Verfassen von Entscheiden und bei der juristischen Recherche eingebracht hat. Angesichts der steigenden Anzahl der vom Gericht zu bearbeitenden Gesuche, scheint jedoch ein zusätzlicher Gerichtsschreiberposten notwendig und gerechtfertigt.

Die Sekretariatsstelle ist nach wie vor auf zwei Personen aufgeteilt, die zu je 50% angestellt sind. Nachdem eine der beiden Sekretärinnen seit März 2020 krankheitsbedingt ausgefallen ist, konnte eine neue Sekretärin, Frau Inès Garcia, zu einem Beschäftigungsgrad von 50% mit einem befristeten Vertrag, bis Ende 2021 angestellt werden.

Das Zwangsmassnahmengericht wird ausserdem von einem Gerichtsschreiber-Praktikanten sowie von einem Praktikanten des Ausbildungsganges «3+1» unterstützt. Der Beitrag der beiden Praktikanten ist sehr nützlich, da sich diese beiden jedoch in Ausbildung befinden und eine hohe Personalfluktuaton erzeugen, erfordern sie ein erhebliches Mass an zusätzlichem Personalmanagement.

---

Trotz der pandemiebedingten Umstände, welche das Jahr 2021 stark geprägt haben, konnten dank Prozessoptimierungen und dank der Unterstützung der Sicherheits- und Justizdirektion sowie des Justizrates, für welche das Zwangsmassnahmengericht sehr dankbar ist, Lösungen gefunden werden. Die Arbeitskraft des Zwangsmassnahmengerichts reicht jedoch nicht aus, um die ständige Zunahme der Fälle auf Dauer zu bewältigen.

### 1.1.1.2.3 Räumlichkeiten

In Bezug auf die Lokalitäten, werden nach wie vor Schritte unternommen, um den Standort des Gerichts zu verlegen. Die aktuellen Räumlichkeiten sind beengt, verfügen über keinerlei Reserveplätze, sind wenig funktional und weisen Mängel im Bereich der Sicherheit auf.

Der aktuelle Standort umfasst keinen Verhandlungssaal, welcher für das Funktionieren des Gerichts unabdingbar ist. Das Bezirksgericht der Saane stellt dem Zwangsmassnahmengericht, je nach Verfügbarkeiten, Verhandlungssäle zur Verfügung. Das Zwangsmassnahmengericht hat auch die Möglichkeit, in den Räumlichkeiten des Kantonsgerichts zu tagen, falls beim Bezirksgericht der Saane kein Saal zur Verfügung steht. Schliesslich besteht ebenfalls die Möglichkeit, den «COVID-Saal» in Granges-Paccot zu reservieren. Die aktuelle Lösung erlaubt ein gesetzmässiges Funktionieren des Gerichts. Sie entspricht auch den sicherheitspolizeilichen Anforderungen bei der Zuführung der Häftlinge (gesicherter Transport, geschützter Zugang für den Gefangenentransport), gewährleistet Sicherheit und Diskretion und ermöglicht den Anwälten, sich mit ihren Mandanten in einem abgetrennten Raum zu besprechen. Auch wenn diese Lösung gesetzeskonform ist, weist sie den grossen Nachteil auf, dass sich die Richterinnen und Protokollführer mehrmals pro Woche (durchschnittlich zwischen 3 und 5 Verhandlungen pro Woche) verschieben müssen, was mit einem beträchtlichen Zeit- und Effizienzverlust verbunden ist. Andererseits ermöglicht die gute Erreichbarkeit, die zentrale Lage und die räumliche Nähe zur Staatsanwaltschaft eine sehr rasche Aktenübermittlung zwischen den Behörden, was einen unbestreitbaren Vorteil darstellt. Im Einvernehmen mit der Direktion wurden Schritte eingeleitet, um besser geeignete Räumlichkeiten in der Nähe der Staatsanwaltschaft zu finden. Diese Bemühungen waren noch nicht von Erfolg gekrönt und werden fortgesetzt.

### 1.1.1.3 Gerichtstätigkeit

#### 1.1.1.3.1 Allgemeine Bemerkungen

Das Jahr 2021 war nach wie vor von der Pandemie geprägt. Nach einem ersten Rückgang der Aktivität der Justiz im Jahr 2020, nahm diese 2021 wieder intensiv zu, dies trotz teilweise komplizierter Arbeitsbedingungen sowie unregelmäßigem Personalmangel aufgrund von Quarantäne, Isolationen, Betreuung von kranken Kindern, geschlossenen Schulen und Kindergärten etc.

Im Jahr 2021 wurden beim Zwangsmassnahmengericht 830 neue Fälle eingereicht. Dies sind 166 Fälle mehr als 2020, was einem Anstieg um mehr als 30% innerhalb eines Jahres entspricht. Die drei Richterinnen können die zunehmende Arbeitsbelastung mit den ihnen zur Verfügung stehenden Ressourcen – 1.5 VZÄ für drei Richterinnen – nicht mehr bewältigen und haben im Rahmen der Budgetplanung erneut den dringenden Bedarf um eine Stellenprozentenerhöhung der Richterstellen bekräftigt. Angesichts der Besonderheit des Gerichts, insbesondere der Dringlichkeit im Rahmen von Haftanträgen, die innerhalb sehr kurzer gesetzlicher Fristen (zwischen 48 und 96 Stunden), bearbeitet werden müssen, widmen die drei Richterinnen regelmässig einen Teil ihrer Wochenenden für Urteilsfällungen und die Redaktion der Entscheide, gegebenenfalls mit Anhörung. Ein Rückgriff auf die Ersatzrichter ist nur ausnahmsweise möglich, da diese Magistratspersonen bereits in ihrer Funktion und ihrem Amt sehr stark beansprucht werden. Eine Erhöhung des Beschäftigungsgrads der Richterinnen würde es ermöglichen, die seit 2011 festgestellte Zunahme der Aufgaben und der zunehmenden Herausforderungen im Zusammenhang mit Entsiegelungsverfahren, welche besonders komplex sowie umfangreich sind und einen Richter während mehrerer Monate beschäftigen können, zu bewältigen.

In seinem elften Tätigkeitsjahr wurden beim Zwangsmassnahmengericht 830 neue Angelegenheiten registriert (2020: 634, 2019: 688 ; 2018 : 672 ; 2017 : 897 ; 2016 : 915 ; 2015 : 759 ; 2014 : 777 ; 2013 : 797 ; 2012 : 735 ; 2011 : 574). Zusätzlich zu den 9 Fällen, die am 31. Dezember 2020 hängig waren, waren am 31. Dezember 2021 10 Fälle hängig.

---

Die Rechtsnatur dieser Angelegenheiten und deren Erledigungsart ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

Von den 830 (2020:634; 2019: 688; 2018: 672) erledigten Angelegenheiten waren 774 (2020: 611; 2019: 617; 2018: 604) in französischer und 56 (2020: 23; 2019: 71; 2018: 68) in deutscher Sprache zu behandeln, das heisst 93 auf Französisch und 7 % auf Deutsch.

Die Ersatzrichter haben 2 Angelegenheiten (2020:1; 2019 : 8) behandelt. Das Gericht hat 84 Verhandlungen durchgeführt (2020: 76; 2019: 105; 2018 : 115 ; 2017 : 129 ; 2016 : 128).

#### 1.1.1.3.2 Strafsachen

Die Anordnung von Untersuchungshaft, Sicherheitshaft und die Verhängung von Ersatzmassnahmen sowie die Genehmigung geheimer Überwachungsmassnahmen stellen die hauptsächlichen Tätigkeitsbereiche des Zwangsmassnahmengerichts dar.

Nach zwei Jahren mit starkem Anstieg, stabilisierte sich die Anzahl der Gesuche sowie die Anzahl der Strafsachen in den Jahren 2018 bis 2020. Im Jahr 2021 wurde wiederum eine erneute starke Zunahme festgestellt (2021: 539; 2020 : 417 ; 2019 : 438 ; 2018 : 425 ; 2017 : 573 ; 2016 : 525 ; 2015 : 442 ; 2014 : 462). Gleich verhält es sich mit der Anzahl geheimer Überwachungsmassnahmen, insbesondere den Telefonüberwachungen (2021: 159; 2020 : 141 ; 2019 : 160 ; 2018 : 152 ; 2017 : 245 ; 2016 : 283 ; 2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144). Am 31. Dezember 2020 waren 4 Entsiegelungsverfahren hängig, wovon zwei im Jahr 2020 und 2 im Jahr 2019 eröffnet wurden (2021: 2020 : 2 ; 2019 : 2 ; 2018 : 2 ; 2017 : 3 ; 2016 : 1; 2015 : 3 ; 2014 : 1). Angesichts des Aktenumfangs und der Anzahl der zu sortierenden Dokumente, wobei der Richter über jedes Aktenstück entscheiden muss, sind diese Entsiegelungsverfahren zweitaufwändig und verlangen einen enormen Einsatz. Der Entwurf der Änderung der StPO sieht eine Erweiterung der Gründe für die Berufung auf Siegelungsverfahren vor: neu könnte ein Geschäfts- oder Privatgeheimnis geltend gemacht werden. Das Zwangsmassnahmengericht äussert in Bezug auf diesen Gesetzesentwurf und in Bezug auf die Erweiterung des Anwendungsbereichs der Siegelungsverfahren seine grosse Besorgnis.

Im Jahr 2021 ist gegen Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts in Strafsachen in 26 Fällen Beschwerde bei der Strafkammer des Kantonsgerichts eingereicht worden. 4 Beschwerden wurden gutgeheissen, 1 Beschwerde wurde teilweise gutgeheissen und 20 Beschwerden wurden abgewiesen. Eine Angelegenheit wurde als gegenstandslos abgeschrieben. Es wurden keine Beschwerden an das Bundesgericht eingereicht.

#### 1.1.1.3.3 Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Dabei geht es hauptsächlich darum, die Rechtmässigkeit und Angemessenheit der vom Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) angeordneten verwaltungsrechtlichen Haft zu überprüfen. Nachdem im Jahr 2020, die Zahl der vom Gericht kontrollierten Administrativverfahren insbesondere aufgrund von Schwierigkeiten beim Grenzübertritt zurückging, stieg die Zahl der vom Zwangsmassnahmengericht durchgeführten ausländerrechtlichen Verfahren 2021 wieder an (2021: 67; 2020 : 51 ; 2019 : 71 ; 2018 : 81 ; 2017 : 66 ; 2016 : 83 ; 2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 : 61). Die Zahl der Gesuche für unentgeltliche Rechtspflege hat sich hingegen innerhalb eines Jahres mehr als verdreifacht (2021: 39; 2020: 12; 2019: 16).

Im Jahr 2021 ist gegen einen ausländerrechtlichen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts Beschwerde an das Kantonsgericht erhoben worden. Diese Beschwerde wurde abgewiesen.

#### 1.1.1.4 Verschiedenes

Die Richterin Géraldine Pontelli-Barras ist Vizepräsidentin der Rekurskommission der Universität Freiburg.

---

Die Richterin Delphine Maradan vertritt das Gericht in der Arbeitsgruppe « Dialogue Justice-Santé » und in der „Chaine pénale“. Sie hat ihren CAS „Magistrature pénale“ mit Erfolg abgeschlossen.

Die Richterin Sonja Walter unterhält regelmässige Kontakte mit ihren Kollegen aus den anderen Kantonen.

Die drei Richterinnen nehmen abwechslungsweise an den Treffen der französischsprachigen Zwangsmassnahmengerichte teil, die einmal jährlich stattfinden. Ebenfalls findet jedes Jahr ein Tag des Austausches statt, der allen Richtern und Gerichtsschreibern der Schweizer Zwangsmassnahmengerichte offensteht. Aufgrund der Pandemie konnten diese Veranstaltungen im Jahr 2021 jedoch nicht durchgeführt werden.

## 1.1.2 Partie statistique / Statistischer Teil

### 1.1.2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2020	2021
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	9	9
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	634	830
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	634	830
ordonnance / Verfügung	634	830
par un autre moyen / auf andere Weise	0	0
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	9	10

### 1.1.2.2 Langue des affaires liquidées / Verfahrenssprache erledigte Angelegenheiten

	2019	2020	2021
Français / Französisch	617	611	774
Allemand / Deutsch	71	23	56
<b>Total</b>	<b>688</b>	<b>634</b>	<b>830</b>

### 1.1.2.3 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

#### 1.1.2.3.1 Affaires pénales / Strafsachen

	2020	2021
<b>Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>569</b>	<b>830</b>
Détention pénale adultes / strafprozessuale Haft Erwachsene	406	539
Détention pénale mineurs / strafprozessuale Haft Minderjährige	11	17
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs	141	159
Garantie de l'anonymat / Zusicherung der Anonymität	3	0
Levée des scellés / Entsiegelung	2	5
Prélèvement d'échantillons ADN en masse / DNA-Massenuntersuchungen	2	0
Investigation secrète / verdeckte Ermittlung	3	2
Cautionnement préventif et divers / Friedensbürgschaft	1	0
Divers / Diverses	0	0

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2020	2021
Admission / Gutheissung	310	419
Admission partielle / teilweise Gutheissung	74	87
Rejet / Abweisung	17	19
Irrecevabilité manifeste / offensichtliche Unzulässigkeit	0	0
Retrait / Rückzug	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	16	14
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an die zuständige Behörde	0	0
Classé sans suite / ohne Folge klassiert	0	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0
Mesures de surveillance autorisées / Überwachungsmaßnahmen genehmigt	138	159
Mesures de surveillance pas autorisées / Überwachungsmaßnahmen nicht genehmigt	1	0
Mesures de surveillance partiellement autorisées / Überwachungsmaßnahmen teilweise genehmigt	1	0
Retrait / Rückzug	0	0
Mesures de surveillance devenues sans objet ou demande irrecevable / Überwachungsmaßnahmen gegenstandslos geworden oder Gesuch unzulässig	1	0
Garantie de l'anonymat autorisée / Zusicherung der Anonymität bewilligt	2	0
Levée des scellés autorisée / Entsiegelung bewilligt	0	0
Levée des scellés partiellement autorisée / Entsiegelung teilweise bewilligt	0	1
Levée des scellés refusée / Entsiegelung verweigert	0	4
Investigation secrète autorisée / verdeckte Ermittlung genehmigt	3	2
Cautionnement préventif ordonné ou refusé / Friedensbürgschaft angeordnet/verweigert	1	0

#### 1.1.2.3.2 Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal / Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts

	2020	2021
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	1	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	30	26
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	30	26
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise	2020	2021
Admission / Gutheissung	4	4
Admission partielle / teilweise Gutheissung	1	1
Rejet / Abweisung	24	20
Retrait / Rückzug	0	0
Irrecevable / Nichteintreten	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	1

#### 1.1.2.3.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers / Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

	2020	2021
<b>Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete</b>	<b>65</b>	<b>108</b>
Détention administrative / administrativrechtliche Haft	51	67
Autres mesures de contrainte administratives / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen	2	2
Assistance judiciaire / unentgeltliche Rechtspflege	12	39
Réclamation / Einsprache	0	0

<b>Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Détention administrative confirmée / Genehmigung der Administrativhaft	21	39
Détention administrative refusée / Nichtgenehmigung der Administrativhaft	2	1
Détention adm. sans procédure orale confirmée / Bestätigung Administrativhaft ohne mündl. Verhandlung	25	22
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	4	4
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt	2	0
Autres mesures de contrainte admin. irrecevables ou sans objet / andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen unzulässig oder gegenstandslos	0	2
Mesure partiellement admise / Massnahme teilweise bestätigt	0	0
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	9	39
AJ (avec avocat) refusé / URP (mit Anwalt) verweigert	0	0
AJ (avec avocat) sans objet / URP (mit Anwalt) gegenstandslos	1	0
Réclamation admise ou rejetée / Einsprache gutgeheissen oder abgewiesen	0	0

#### 1.1.2.3.4 Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht

	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	2	1
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	2	1
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0

<b>Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Admission / Gutheissung	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
Rejet / Abweisung	1	1
Retrait / Rückzug	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	1	1



#### 1.1.2.3.5 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2020	2021
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	2	0
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	2	0
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise	2020	2021
Admission / Gutheissung	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
Rejet / Abweisung	1	0
Irrecevable ou retrait / Nichteintreten oder Rückzug	0	0